



**Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux**

Affaire suivie par : LF

Dossier n° 2026-112-MED

Marseille, le **09 AVR. 2026**

**Arrêté préfectoral n°2026-112-MED portant mise en demeure de la société KNAUF PLÂTRES
FOS de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son activité de fabrication de
plaques de plâtre située sur la commune de Fos-sur-Mer**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-160A du 13 novembre 2018 portant autorisation d'exploiter à la société BUILDING MATERIALS GROUP (BMG) une usine de fabrication de plaques de plâtre, sur son site implanté à Fos-sur-Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 portant prescriptions complémentaires au titre des espèces et habitats protégés à l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 relatif à l'exploitation d'une installation de fabrication de plaques de plâtre pour la société BUILDING MATERIALS GROUP, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-260-PC du 18 décembre 2025, fixant des prescriptions complémentaires à la société KNAUF PLÂTRE FOS (ex BUILDING MATERIALS GROUP) dans le cadre de l'exploitation de son usine de fabrication de plaques de plâtre de Fos-sur-Mer ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 3 mars 2026 relatif à sa visite du 19 février 2026 ;

Considérant que la société KNAUF PLÂTRE FOS est régulièrement autorisée à exploiter une usine de fabrication de plaques de plâtre implantée Route du Quai Minéralier sur la commune de Fos-sur-Mer ;

Considérant que la visite d'inspection du 19 février 2026 susvisée avait pour objectif de vérifier par sondage des prescriptions issues des arrêtés préfectoraux du 13 novembre 2018 et du 18 décembre 2025 susvisés ;

Considérant que lors de cette visite, l'inspection de l'environnement a constaté :

- l'absence d'un système de canons à eau, montés en mâât, pour l'arrosage du tas de gypse, et asservi à la vitesse du vent ;

- l'absence d'une distribution d'adjuvants, connectée aux canons et permettant la formation d'une croûte en surface du tas ;

- que l'anémomètre a été installé en partie Nord-Ouest du site, à environ 250 m du stockage de gypse, selon les informations communiquées par l'exploitant ;

- que l'exploitant n'a pas réalisé de manière mensuelle ou continue la surveillance du paramètre de Composés Organiques Volatiles Non Méthaniques (COVNM) ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2025 et de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KNAUF PLÂTRE FOS de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral par courriel avec accusé de réception notifié le 03 mars 2026 ;

Considérant les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriel le 17 mars 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement la société KNAUF PLÂTRE FOS dont le siège social est situé Z.I.P de Fos-sur-Mer, Caban Sud – Route du Quai minéralier – 13270 Fos-sur-Mer, exploitant une usine de fabrication de plaques de plâtre est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2025 susvisé, en mettant en place dans **un délai de trois mois** :

- un système de canons à eau, montés en mâât, pour l'arrosage du tas de gypse, et asservi à la vitesse du vent ,

- une distribution d'adjuvants, connectée aux canons et permettant la formation d'une croûte en surface du tas ,

– de respecter les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 susvisé, en mettant en place dans un délai n'excédant pas un mois, la surveillance mensuelle du paramètre COVNM (composés organiques volatiles non méthaniques).

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le(s) délai(s) prévu(s) par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement .

Article 3 – Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers, en application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille) ou par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

– le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
– le sous-préfet d'Istres
– le maire de Fos sur Mer
– le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
– le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
– le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA